



MARCHES DE L'OFFICE NATIONAL DES FORÊTS

MARCHE D'ACHAT DE PRESTATIONS DE SERVICES SYLVICOLES

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES ET TECHNIQUES PARTICULIERES (CCATP)

MARCHE A PROCEDURE ADAPTEE

(passé en application des articles L.2113-10 et R.2113-1, L.2123-1 et R.2123-1 du Code de la commande publique)

ACCORD-CADRE n° 2025-8700-001

Objet de la consultation

Le présent marché a pour objet la réalisation de prestations de services sylvicoles d'éducation et la livraison de plants, en conteneurs ou mottes ou en racines nues, dans le cadre du plan de relance économique annoncé par le Gouvernement (France Nation Verte) pour faire face aux conséquences de la crise sanitaire et du changement climatique dans les forêts gérées par la Direction Territoriale Midi-Méditerranée.

Pouvoir adjudicateur

Office National des Forêts
Direction Territoriale Midi-Méditerranée.
505 rue de la Croix Verte
CS 74208
34094 Montpellier

Personne signataire du marché

La personne signataire de l'accord-cadre est M. Hervé HOUIN, Directeur Territorial Midi-Méditerranée de l'Office National des Forêts.

SOMMAIRE

MARCHE A PROCEDURE ADAPTEE	1
(PASSE EN APPLICATION DES ARTICLES L.2113-10 ET R.2113-1, L.2123-1 ET R.2123-1 DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE)	1
1 IDENTIFICATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR	4
1.1. POUVOIR ADJUDICATEUR	4
1.2. PERSONNE EN CHARGE DE L'EXECUTION ET DU SUIVI DE L'ACCORD-CADRE	4
1.3. PERSONNE HABILITEE A DONNER LES RENSEIGNEMENTS PREVUS AUX ARTICLES R.2191-60 ET R.2191-61 DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE (NANTISSEMENTS OU CESSIONS DE CREANCES)	4
1.4. SERVICE AUPRES DUQUEL DES RENSEIGNEMENTS D'ORDRE TECHNIQUE PEUVENT ETRE OBTENUS.....	4
1.5. COMPTABLE ASSIGNATAIRE DES PAIEMENTS	4
2 OBJET – DISPOSITIONS GENERALES	4
2.1. OBJET DE L'ACCORD-CADRE	4
2.2. PROCEDURE	4
2.3. CLASSIFICATION CPV	4
3 CARACTERISTIQUES DU MARCHE	5
3.1. CONTEXTE	5
3.2. FORME DE L'ACCORD-CADRE	5
3.3. DECOMPOSITION EN LOTS ET CONSISTANCE DES LOTS	5
3.4. MODALITES D'ATTRIBUTION DES LOTS DE L'ACCORD-CADRE.....	6
3.5. SOUS-TRAITANCE	6
3.6. PRESTATIONS SIMILAIRES	7
4 DOCUMENTS CONSTITUTIFS DU MARCHE.....	7
5 CONDITIONS GENERALES D'EXECUTION DU MARCHE	7
5.1. PASSATION DES COMMANDES – DELAI DE LIVRAISON	7
5.2. MODALITES DE RECEPTION DES PRESTATIONS	7
6 SPECIFICATIONS TECHNIQUES	9
6.1 DESCRIPTION DES PRESTATIONS.....	9
6.2 APPROVISIONNEMENT EN SEMENCES	9
6.3 METHODE DE SEMIS	9
6.4 LIEU D'EDUCATION DES PLANTS	9
6.5 CONTROLE DE L'EDUCATION DES PLANTS.....	10
6.6 ARRACHAGE DES PLANTS.....	10
6.7 TRAITEMENT EVENTUEL DES PLANTS	10
6.8 STOCKAGE ET TRANSPORT DES PLANTS.....	11
6.9 CONDITIONS DE LIVRAISON	11
6.10 LIEUX ET CONTACTS DE LIVRAISON	11
7 PRIX ET MODALITES DE REGLEMENT	12
7.1. UNITE MONETAIRE	12
7.2. FORME ET CONTENU DES PRIX.....	12
7.2.1. <i>Nature des prix</i>	12
7.2.2. <i>Contenu des prix</i>	12
7.3. INDEMNISATION	12
7.4. VARIATION DANS LES PRIX.....	12
7.5. MODALITES ESSENTIELLES DE PAIEMENT	12
7.5.1. <i>Avance</i>	12
7.5.2. <i>Acomptes</i>	12
7.5.3. <i>Facturation</i>	12
7.5.4. <i>Transmission des factures</i>	13
7.5.5. <i>Délai global de paiement</i>	13
7.5.6. <i>Nantissement ou cession de créance</i>	13
8 PENALITES	13
8.1. MODALITES DE MISE EN ŒUVRE.....	13
8.2. RETARD IMPUTABLE A L'ONF	14

8.3.	PENALITES POUR PERTE DE LA RESSOURCE.....	14
9	DROIT, LANGUE	14
10	PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL	15
10.1	TRAVAILLEURS ETRANGERS	15
10.2	TRAVAIL CLANDESTIN	15
10.3	TRAVAILLEURS D'APTITUDES PHYSIQUES RESTREINTES	15
10.4	PIECES ET ATTESTATIONS A FOURNIR	15
11	EVALUATION DES PRESTATAIRES.....	15

1 IDENTIFICATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR

1.1. Pouvoir adjudicateur

Le pouvoir adjudicateur est l'Office National des Forêts, Direction Territoriale Midi-Méditerranée, établissement public à caractère industriel et commercial, immatriculé sous le numéro unique d'identification SIRET 662.043.116.01.305 dont le siège est 505 rue de la Croix verte à Montpellier 34000.

1.2. Personne en charge de l'exécution et du suivi de l'accord-cadre

La personne signataire de l'accord-cadre est M. Hervé HOUIN, Directeur Territorial Midi-Méditerranée de l'Office National des Forêts agissant en vertu de la délégation de pouvoir n°9200-21-DLG-JUR-035 du 18/01/2021 donnée par le directeur général de l'ONF aux directeurs territoriaux.

1.3. Personne habilitée à donner les renseignements prévus aux articles R.2191-60 et R.2191-61 du code de la commande publique (nantissements ou cessions de créances)

Mme Catherine LEPETIT, Agent Comptable Secondaire

505 rue de la Croix Verte 34000 Montpellier

Email : catherine.lepetit@onf.fr

1.4. Service auprès duquel des renseignements d'ordre technique peuvent être obtenus

La personne habilitée à donner des renseignements d'ordre juridique ou administratif est :

Mme Florence VIALARET, Responsable territorial Achat

Téléphone : 06 14 79 20 88

Email : florence.vialaret@onf.fr

La personne habilitée à donner des renseignements d'ordre technique est :

Mme BOUCHEREAU Lucie- Correspondante Graines et Plants de la DT Midi-Mediterranee.

ONF – BUREAU D'ETUDE EST-OCCITANIE

505 rue de la Croix Verte 34000 Montpellier

Téléphone : 07-77-33-73-65 – Email : lucie.bouchereau@onf.fr

1.5. Comptable assignataire des paiements

Le comptable assignataire des paiements est l'Agent Comptable Secondaire au siège de la direction territoriale

2 OBJET – DISPOSITIONS GENERALES

2.1. Objet de l'accord-cadre

Le présent accord-cadre a pour objet la réalisation de prestations de services sylvicoles d'éducation et de livraison de plants, en conteneurs ou mottes ou en racines nues dans le cadre du plan de relance économique annoncé par le Gouvernement (France Nation Verte) pour faire face aux conséquences de la crise sanitaire et climatique dans les forêts gérées par la Direction Territoriale Midi-Méditerranée

L'exécution de ce marché est régie par les Clauses Générales d'Achats des prestations de services forestiers dans sa version 9200-17-DCC-SAM-001– version F – mai 2022. [Lien de téléchargement](#)

2.2. Procédure

Il s'agit d'un marché à procédure adaptée passé en application des articles L.2123-1 et R.2123-1 du code de la commande publique.

2.3. Classification CPV

La référence à la nomenclature communautaire (nomenclature CPV) est la suivante :

77200000-2	Services sylvicoles.
------------	----------------------

3 CARACTERISTIQUES DU MARCHÉ

3.1. Contexte

Afin de poursuivre et renforcer les mesures de renouvellement forestier initiées dans le cadre de France Relance et de France 2030, une convention pluriannuelle a été signée le 12 mars 2024 entre l'Etat et l'ONF relative à la mise en oeuvre du renouvellement forestier dans les forêts domaniales de métropole dans le cadre de la planification écologique (« France Nation Verte »). Cette convention s'inscrit dans la suite des conclusions des Assises de la Forêt et du Bois de mars 2022, des objectifs fixés par le Président de la République visant à renouveler 10 % de la surface forestière et à planter un milliard d'arbres en dix ans et du volet forestier de la planification écologique lancé le 1er décembre 2022 par les Ministres de l'agriculture, de la transition écologique et de l'industrie. Elle définit le cadre des relations entre les parties pour permettre à l'ONF d'intervenir par des interventions curatives ou préventives sur les peuplements pour rendre les forêts domaniales exposées au changement climatique plus résilientes. Le présent marché s'inscrit dans le cadre de ce plan pour des projets de reboisement en forêt domaniale.

3.2. Forme de l'accord-cadre

Il s'agit d'un accord cadre à bons de commandes en application des articles L.2162-1, R.2162-1 à R.2162-14 du code de la commande publique.

3.3. Décomposition en lots et consistance des lots

La consultation est constituée de 5 lots géographiques séparés. Chaque lot sera attribué à un seul soumissionnaire. Chacun donne lieu à un marché, décrits ci-dessous :

Lot	Essences	Présentation : Racines nues (RN) ou Godet (G)	Quantité mini	Quantité maxi	Départements de livraison
1	Feuillus et résineux divers	G	12 685	20 120	31 32 65 / 09 11 66
2	Feuillus divers	RN	26 000	38 000	31 32 65
3	Résineux divers	G	13 857	18 170	04
4	Résineux divers	G ou motte	14 390	18 650	12 46 81 82
5	Feuillus et résineux divers	G	7 380	8 930	30 34 48

Voici ci-dessous, par lot, les coordonnées des Responsables d'Unités de Production de l'Agence Travaux Méditerranée et des Contacts en Agences Territoriales :

Département 04 :

Agence Travaux Unité de Production ALPINE (04/05)

M. Andrei CURUI - 5 rue des silos - 05000 GAP
Mobile : 06.34.90.57.75 - Courriel : andrei.curui@onf.fr

Agence Territoriale ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE (04)

M. Alexis GREULICH – 04000 DIGNE LES BAINS
Mobile : 06.19.58.53.95 - Courriel : alexis.greulich@onf.fr

Départements 09, 11 et 66 :

Agence Travaux Unité de Production AUDE PYRENEES-ORIENTALES (11/66)

M. Frédéric PECOT - 8 rue des variétés - Le KHEOPS - CS 50003 - 66026 PERPIGNAN
Mobile : 06.22.02.58.70 - Courriel : frederic.pecot@onf.fr

Agence Territoriale ARIEGE / AUDE / PYRENEES ORIENTALES

Mme Laure BOURRAQUI - 09000 FOIX
Mobile : 06.26.56.62.03
Courriel : laure.bourraqui-sarre@onf.fr

Départements 12, 46, 81 et 82

Agence Travaux Unité de Production MIDI PYRENEES EST (09)

M. Jean-Emilien DALLE
9 rue du lieutenant Paul Delpech - BP 20085 - 09007 FOIX
Mobile : 06.19.41.93.01- Courriel : jean-emilien.dalle@onf.fr

Agence territoriale AVEYRON / LOT / TARN / TARN-ET-GARONNE (12,46,81,82)

M. Thibaut MARTEIL - 5 rue Christian d'espig - 81100 CASTRES
Mobile : 06.12.73.52.69 – Courriel : thibaut.marteil@onf.fr

Départements 31, 32 et 65 :

Agence Travaux Unité de Production MIDI PYRENEES OUEST (31/65)

M. Philippe CROIX - 599 rue des Cités - 65300 LANNEMEZAN
Mobile : 06.10.80.31.69 - Courriel : philippe.croix@onf.fr

Agence Territoriale PYRENEES – GASCOGNE (31/32/65)

M. Philippe PUCHEU - 65000 TARBES
Mobile : 07.78.26.12.30 - Courriel : philippe.pucheu@onf.fr

Départements 30, 34 et 48

Agence Travaux Unité de Production GARD LOZERE (34/30/48)

M. Olivier BERGER - 11 rue de l'Aramon - ZA les Tannes Basses - 34800 CLERMONT L'HERAULT
Mobile : 06.20.37.11.83 - Courriel : olivier.berger@onf.fr

Agence Territoriale HÉRAULT / GARD (30/34)

M. JOURDE Maxime - 34000 MONTPELLIER
Mobile : 06.24.26.16.60- Courriel : maxime.jourde@onf.fr

Agence Territoriale LOZÈRE (48)

M. Mickael ELVIRA - 48000 MENDE
Mobile : 06.23.63.97.33- Courriel : mickael.elvira@onf.fr

3.4. Modalités d'attribution des lots de l'accord-cadre

Chaque lot n'est attribué qu'à un seul et même soumissionnaire.

Les candidats peuvent présenter une offre pour un, plusieurs ou la totalité des lots de la consultation.

Un soumissionnaire peut être attributaire de plusieurs lots.

3.5. Sous-traitance

Compte tenu de la nature des prestations de service, la sous-traitance n'est pas souhaitée, sauf pour ce qui concerne des prestations très spécialisées, sous réserve de l'acceptation expresse du ou des sous-traitants et l'agrément de ses conditions de paiement par le pouvoir adjudicateur.

Lors de la présentation de chaque sous-traitant, doivent être joints à l'appui du document de déclaration du sous-traitant (formulaire DC4 : annexe à l'acte d'engagement relative à la présentation d'un sous-traitant ou acte spécial) :

- les déclarations et certificats prévus aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du code de la commande publique,
- une attestation d'assurance responsabilité civile, un relevé d'identité bancaire ou postal et un extrait d'inscription au registre du commerce ou au registre des métiers,
- le cas échéant, l'exemplaire unique du marché remis au titulaire en vue d'un éventuel nantissement ou d'une cession de créance, ou une attestation du bénéficiaire de la cession selon laquelle cette cession ne fait pas obstacle à l'agrément du sous-traitant.

La déclaration et l'acceptation du sous-traitant se fera dans les conditions décrites aux articles R.2193-1 à R.2193-16 du code de la commande publique.

3.6. Prestations similaires

En cas d'éventuels achats similaires le pouvoir adjudicateur pourra recourir aux modifications des marchés (art R.2194-1 à R.2194-9 du code de la commande publique), aux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires (art R.2122-7 du code de la commande publique).

4 DOCUMENTS CONSTITUTIFS DU MARCHÉ

Les documents contractuels constitutifs du présent marché sont, par ordre de priorité décroissante :

- l'acte d'engagement et le bordereau des prix unitaires au présent marché ;
- le présent cahier des clauses administratives et techniques particulières (CCATP), dont l'exemplaire original, conservé dans les archives de l'ONF, fait seul, foi ;
- le cahier national des prescriptions des travaux et services forestiers (CNPTSF) et les clauses générales d'achat de prestations de services forestiers en forêt domaniale dans sa version 9200-17-DCC-SAM-001– version F – mai 2022 ;
- les bons de commande émis dans le cadre du présent accord-cadre ;

A noter, les Clauses Générales d'Achat de prestation de services forestiers en forêt domaniale étant réputées connues par les opérateurs économiques, elles ne sont pas matériellement jointes au dossier de consultation. Néanmoins, elles sont disponibles sur le site internet onf.fr. [Lien de téléchargement](#)

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives du marché, ces dernières prévalent dans l'ordre où elles sont énumérées ci-dessus.

5 CONDITIONS GENERALES D'EXECUTION DU MARCHÉ

5.1. Passation des commandes – Délai de livraison

Les commandes sont passées au fur et à mesure des besoins par l'émission de bons de commandes émis après acceptation des propositions de commande validées par le titulaire. Aucune prestation ne doit être effectuée sans bon de commande.

Chaque bon de commande indique :

- l'identification des contractants
- la référence du présent marché 2025-8700-001-Lot n°XX
- la date d'émission du bon de commande
- la désignation des prestations
- leur quantité prévisionnelle
- le montant H.T. prévisionnel des prestations à effectuer
- le(s) lieu(x) d'exécution
- **le(s) délai(s) d'exécution – Date de livraison**

Les bons de commande sont adressés par courriel au titulaire, l'accusé de réception servant de point de départ au délai d'exécution des prestations.

Les bons de commande, signés par la personne chargée de l'exécution du présent marché ou son représentant, peuvent être émis jusqu'à l'expiration de la durée de validité du marché. Les bons de commande émis en fin de marché pourront voir leur exécution se prolonger au-delà de la date d'expiration du marché. Dans ce cas, la durée d'exécution maximale sera celle précisée sur le bon de commande

Les prix par plant sont franco de port, c'est-à-dire intègrent les frais de livraison, lorsque la commande est supérieure à 5 000 € HT. Cette commande peut regrouper des besoins de différents lots, attribués à un même titulaire, à condition que la livraison soit prévue le même jour et dans le même secteur géographique (points de livraison dans un périmètre de 50 km de rayon).

5.2. Modalités de réception des prestations

- La programmation d'une réception de plants impose une organisation précise et une disponibilité des personnels de l'ONF. **LES LIVRAISONS DEVRONT DONC SE FAIRE A LA DATE INDIQUEE ET A LA PLAGE HORAIRE INDIQUEES SUR LE BON DE COMMANDE OU VALIDEES PAR MAIL**

- Les opérations de réception, d'ajournement, de réfaction ou de rejet seront réalisées conformément aux dispositions prévues à l'article 5 des Clauses Générales d'Achat.
- La réception des plants sera effectuée suivant la méthode de contrôle par échantillonnage décrite dans le guide « Réussir la plantation forestière » 3^{ème} édition décembre 2014, dont il appartient au titulaire de prendre connaissance. Il est téléchargeable à l'adresse :

https://agriculture.gouv.fr/sites/minagri/files/guide_reussir_la_plantation_forestiere_201501_a4_cle8a81f1.pdf

Ce guide est accepté par les deux parties comme étant la référence sur le protocole de contrôle et sur les critères de conformation et d'état sanitaire. **Feront référence le tableau de l'annexe 3 du guide et la procédure telle que décrite. Les exemples cités en explication du texte ne pourront pas être utilisés comme référence.**

Les plants devront :

- Être de **qualité loyale et marchande** selon les critères de conformation et d'état sanitaire définis par les normes qualitatives CEE rappelées dans le Guide technique "réussir la plantation forestière", édition 2014, et présenter toutes les garanties nécessaires à une bonne reprise : ils seront en état de végétation latente et présenteront un enracinement et une tige bien équilibrés.
- Satisfaire aux **normes d'âges et de dimensions** indiquées dans le bordereau des prix unitaires, y compris en ce qui concerne les dimensions et caractéristiques des conteneurs, **sous peine de refus du lot**, sans que cela donne lieu au versement d'une quelconque indemnité à la charge de l'ONF. **S'il existe un niveau d'exigence supérieur au niveau régional fixé dans un arrêté, les normes de cet arrêté prévaudront.**

Définitions :

- **RN : plants livrés en racines nues.** Les plants élevés en 2 ans en racines nues doivent avoir été soulevés ou repiqués
- **G : plants livrés en godets.** Ces plants ne doivent pas avoir passé plus d'une saison dans un même conteneur (c'est à dire un conteneur de la même taille), à l'exception des genres abies et picea, où deux saisons sont autorisées
- Pour les plants livrés en Godet et destinés à la grande région écologique (Greco) Méditerranée, un volume de godet égal ou supérieur à **400 cm³** est exigé pour toutes les essences
- **La hauteur maximum** de la partie aérienne des plants élevés en godet est limitée à :
 - 4 fois celle du godet pour les feuillus, le pin maritime, le pin à encens et les mélèzes,
 - 3 fois celle du godet pour les autres résineux

LES ARRETES PREFECTORAUX REGIONAUX MFR OCCITANIE ET PACA VALIDES AU MOMENT DE LA RECEPTION DES PLANTS, FIXENT LES NORMES DIMENSIONNELLES.

La réception se fera contradictoirement entre le réceptionnaire ONF et le titulaire ou son représentant. Chaque réception donnera lieu à l'établissement d'un document signé par les deux parties.

Le titulaire est conscient du temps nécessaire au bon déroulement nécessaire aux opérations de réception et s'engage à en informer préalablement son représentant, ou son prestataire en cas de livraison par un transporteur. Aucune indemnité ne pourra être réclamée à l'ONF en dédommagement de l'attente du chauffeur le temps des opérations de contrôle et de réception.

En cas de livraison par un transporteur, la réception se fera unilatéralement par le réceptionnaire ONF (sauf délégation formelle écrite de représentation faite par le prestataire au transporteur). Les résultats lui seront opposables et il ne pourra pas les contester.

Chaque livraison s'accompagnera impérativement de la remise au réceptionnaire ONF des documents d'accompagnement des plants : document du fournisseur, passeports phytosanitaires européens (PPE) pour les essences qui y sont soumises et attestations de traitement pour l'ensemble des plants livrés, quelles que soient les quantités, lot par lot. **EN CAS DE NON-PRESENTATION DE CES DOCUMENTS, LE LOT SERA REFUSE** sans que cela donne lieu au versement d'une quelconque indemnité à la charge de l'ONF.

En cas de contrôle aboutissant à une décision de refus de lot, le réceptionnaire ONF conservera pour toute demande de justification ultérieure les échantillons de plants ayant servi aux opérations de contrôle, sans paiement de cet échantillon au titulaire.

Le titulaire retenu assume seul les frais de retour de la marchandise non réceptionnée ou de sa destruction en cas de non reprise), ainsi que les impossibilités de réceptionner ou les surcoûts engendrés par des

défaillances du transporteur pour respecter l'organisation programmée.

6 SPECIFICATIONS TECHNIQUES

6.1 Description des prestations

Le présent accord-cadre a pour objet l'éducation de plants en godets ou mottes ou à racines nues suivant les lots, puis la livraison par le candidat, dans la période et aux années indiquées dans le tableau descriptif du lot à l'article 3.3. Les lieux de livraison sont précisés sur les bons de commande.

Le titulaire assume la livraison en forêts.

L'éducation des différentes essences prévues, comprend le semis des graines ainsi que l'entretien des plants pendant toute la durée du contrat selon les procédés adaptés et habituellement pratiqués pour ces essences. L'objectif est d'éduquer des graines fournies par l'ONF, en plants d'âges et de dimensions décrit au BPU. Ces plants seront livrables dans la période et aux années indiquées au BPU.

Dans le cas où le titulaire obtient plus de plants que les quantités minimales prévues, il doit en informer l'ONF (courriel à minima) qui pourra éventuellement décider d'acquérir ces plants. En cas de refus ou d'absence de réponse de l'ONF dans un délai de 15 jours calendaires à compter de l'information qui lui est faite, le titulaire pourra vendre ces plants au plus offrant.

6.2 Approvisionnement en semences

Les semences nécessaires à l'exécution du présent contrat sont fournies par l'ONF au titulaire dans les quantités et qualités nécessaires à la bonne exécution du contrat de culture

Le volume n'est pas fixé au départ : il appartiendra à l'ONF de déterminer et de mettre à disposition du titulaire, en fonction de la quantité minimale de plants attendue et de la qualité du lot de graines annoncée par le fournisseur, le volume de graines nécessaire.

LE PRESTATAIRE S'ENGAGE A UTILISER LA TOTALITE DES GRAINES MISE A SA DISPOSITION.

Afin de tenir compte d'une insuffisance de production de semences du fait d'aléas naturels extérieurs à la volonté des parties, celles-ci conviennent :

- que le contrat de culture sera résilié de plein droit sans qu'aucune indemnité ne puisse être réclamée par l'une d'entre elle, si l'ONF ne parvient pas à récolter et à fournir au Titulaire plus de 40 % de la quantité des semences nécessaires à l'exécution du contrat ;
- qu'en cas de production de semences dans une quantité comprise entre 40 et 90 % de celle nécessaire à l'exécution du contrat, elles s'engagent à renégocier les clauses du contrat de manière à ce que le nombre de plants devant être livré par le Titulaire puisse correspondre à la quantité de semences obtenue lors de la récolte ;
- qu'en cas de récolte de semences dans une quantité supérieure à 90 %, le contrat sera considéré comme pouvant être normalement exécuté.

Dès que l'information sera disponible, l'ONF communiquera au titulaire les caractéristiques quantitatives et qualitatives des lots de graines attribués, ainsi que la date de leur mise à disposition.

6.3 Méthode de semis

Le candidat aura décrit, dans le mémoire technique joint à son offre, les méthodes de semis et d'éducation envisagées, en listant les opérations intermédiaires envisagées. Il aura précisé également les équipements dont il dispose, et notamment, son système d'irrigation.

IL VEILLERA A CE QUE LES METHODES PROPOSEES MAXIMISENT LE RENDEMENT DE PLANTS OBTENU PAR LITRE DE GRAINES TOUT EN TENANT COMPTE DU TAUX DE GERMINATION.

6.4 Lieu d'éducation des plants

Le Titulaire s'engage à effectuer l'éducation des plants dans sa pépinière (spécifiée dans le bordereau des prix unitaires).

Afin de faciliter l'identification des plants, les carrés de la pépinière renfermant les plants porteront une pancarte regroupant les indications suivantes :

Contrat d'éducation avec l'Office National des Forêts

Marché public n° :
Référence au fichier de suivi : lots
Essence :
Région de provenance :
Semés le JJ/MM/NNNN :

Tout transfert des plants sur un autre site de production ne pourra se faire qu'après accord exprès de l'ONF.

6.5 Contrôle de l'éducation des plants

Indépendamment du contrôle réglementé et exercé par les services du Ministère chargé de la Forêt, l'ONF se réserve le droit d'exercer un contrôle des semis et des plants pendant toute la durée de leur éducation.

Pour ce faire, le Titulaire informera et transmettra au responsable technique du marché **au moins huit jours calendaires** avant leur réalisation :

- Les dates de réception des graines ainsi que **copie des documents fournisseurs** ;
- Les dates de semis ;
- Les dates de levée des semis ;
- Les dates de repiquage ;
- Les dates de tri ;

3 visites de suivi seront réalisées chaque année sur le lieu de culture des plants.

La 1^{ère} en juin, permettra un recollement des documents fournisseurs et des provenances demandées. Elle permettra aussi de situer géographiquement les plants destinés à l'ONF dans la pépinière.

La 2^{ème} en juillet, permettra d'estimer le nombre de plants réalisables.

La 3^{ème} en août, permettra de constater de futurs écarts avec les normes dimensionnelles commandées.

Chaque visite fera l'objet d'un compte-rendu signé par les Parties.

TOUS PROBLEMES LIES A LA VIE DES PLANTS, QUE CE SOIT D'ORDRE DIMENSIONNEL, QUANTITATIF OU SANITAIRE, DOIT REMONTER LE PLUS RAPIDEMENT POSSIBLE AU RESPONSABLE TECHNIQUE.

6.6 Arrachage des plants

Les plants seront arrachés sous la seule responsabilité du titulaire et selon les méthodes en vigueur afin de protéger les plants et leur système racinaire des dommages.

Si les conditions météorologiques (gel, pluviométrie excessive) rendent impossible l'arrachage à la période prévue pour assurer la livraison, le titulaire en informera l'ONF par courrier électronique, sans délai.

Le délai entre l'arrachage et la livraison à l'emplacement défini par l'ONF ne pourra excéder quatre (4) jours sous peine de refus de réception des plants par l'ONF. Il appartient au titulaire d'organiser les étapes d'arrachage, tri, traitements éventuels et de tenir compte des délais de livraison pour respecter cette disposition. Cette clause pourra toutefois être assouplie, sur accord écrit de l'ONF, si le titulaire peut se prévaloir d'avoir pris toutes les dispositions destinées à stocker les plants dans des conditions satisfaisantes (chambre froide, conditionnement ...).

6.7 Traitement éventuel des plants

Les traitements en pépinière seront éventuellement demandés.

Le pépiniériste fournira à l'ONF la fiche technique et la fiche sécurité des produits utilisés. Le produit devra être appliqué par pulvérisation (les plants ne doivent pas être trempés dans le produit directement).

Si le produit mentionné sur le BPU ne peut être utilisé, le pépiniériste proposera une alternative à l'ONF. Cette alternative devra être validée par l'ONF avant mise en œuvre.

Lors de la réception de plants traités par un produit visible à l'œil nu, si le constat est fait d'une application incomplète sur les plants, une réfaction sur facture sera appliquée.

LE TITULAIRE DU MARCHE DEVRA PORTER SUR LE DOCUMENT FOURNISSEUR LA DATE DE TRAITEMENT AINSI QUE LA MATIERE ACTIVE UTILISEE.

6.8 Stockage et transport des plants

Le titulaire prendra les dispositions nécessaires pour identifier les plants commandés (étiquettes, marquage, séparation des lots...) et éviter des mélanges entre essences proches ou entre provenances.

6.9 Conditions de livraison

Les plants seront livrés pour la campagne de plantation comprise entre automne 2025 et printemps 2026. Pendant cette période, la livraison des plants pourra, à la demande de l'ONF, s'effectuer en plusieurs tranches. Pour ce faire, les plants seront extraits par le titulaire à la demande de l'ONF qui devra en passer **commande par écrit au moins quinze (15) jours calendaires à l'avance.**

Les livraisons devront avoir lieu entre le mardi et le vendredi, entre 8h00 et 16h00. Les livraisons envisagées à des heures plus tardives devront impérativement avoir fait l'objet d'un accord préalable de l'ONF, du fait des conséquences induites en termes de mise en jauge des plants ou de manutention des caisses de conteneurs après le coucher du soleil.

Le titulaire prendra contact avec le réceptionnaire avant la livraison, dans un délai qui sera précisé sur les commandes et ne pourra être inférieur à 72 heures (hors week-ends et jours fériés), de manière à l'avertir du créneau de livraison retenu, **par créneaux de 2 heures.**

Le titulaire est informé du fait que les points de livraison ne bénéficient pas d'une présence permanente d'un représentant ONF et que le réceptionnaire, s'il se trouve en forêt, peut ne pas être joignable : **il doit donc prendre toutes les dispositions nécessaires pour l'avertir suffisamment en amont et lui permettre d'organiser sa présence à la livraison.** A défaut, le lot de plants pourra être refusé sans que le titulaire puisse prétendre à un dédommagement de la part de l'ONF. En aucun cas, les produits ne devront être laissés sur place si l'opération de réception n'a pu avoir lieu ; l'ONF se déchargeant de toute responsabilité en cas de détérioration ou de vols.

Les plants seront livrés exclusivement par le titulaire. L'appel à un prestataire de transport doit rester exceptionnel et doit recevoir un avis favorable de l'ONF.

Le titulaire demeure responsable des bonnes conditions de préservation des plants et de l'information du réceptionnaire ONF.

Dans tous les cas, le titulaire devra s'assurer auprès des responsables ONF que les moyens qu'il va mettre en œuvre seront compatibles avec les lieux de livraison, notamment en ce qui concerne le moyen de transport utilisé, par rapport à l'accès au site ONF (parfois, route empierrée) et au matériel destiné au déchargement.

L'ONF ne possédant pas de plate-forme de déchargement, ni de matériel adapté, **les manutentions nécessaires au déchargement des produits seront à la charge du titulaire.**

Le fournisseur devra prendre toute disposition pour le bon déroulement de l'opération. Pour des raisons de sécurité, aucun personnel de l'ONF ne participera à l'opération de déchargement. Si le transporteur n'est pas apte à effectuer seul cette opération, la livraison sera refusée, **sans qu'aucune indemnité ne puisse être réclamée à l'ONF.**

Les risques afférents aux transports des plants jusqu'à leur destination incombent au fournisseur.

La réception des plants n'aura lieu qu'à la date et à la plage horaire prévues. En cas de livraison effectuée en dehors de ces dernières, **aucune réception ne sera réalisée à part celle fixée initialement.** Les plants resteront là où ils ont été livrés jusqu'à leur réception programmée.

6.10 Lieux et contacts de livraison

L'ensemble des lieux de livraison n'est pas connu de façon définitive au moment de la signature de ce marché. Les lieux de livraison seront indiqués sur les bons de commande.

Les prix indiqués au bordereau de prix unitaires comprendront donc la livraison sur le territoire visé par ce marché si cette dernière est ≥ 5000 €HT.

Si les livraisons sont fractionnées, un supplément de livraison sera appliqué suivant les tranches suivantes : < 1500 €HT ; 1500 €HT \leq montant < 3000 €HT ; 3000 €HT \leq montant < 5000 €HT

Est considéré comme une seule et même livraison, tous points de livraisons compris dans un périmètre de 50 km de rayon.

Une même livraison peut regrouper plusieurs bons de commande

7 PRIX ET MODALITES DE REGLEMENT

7.1. Unité monétaire

L'unité monétaire du marché est l'euro.

7.2. Forme et contenu des prix

7.2.1. Nature des prix

Le présent marché est traité à prix unitaire.

Les prix sont fixés au Bordereau des Prix Unitaires annexé à l'acte d'engagement.

Le prix de règlement de chaque commande est déterminé en affectant aux quantités commandées, le prix unitaire figurant à l'acte d'engagement.

7.2.2. Contenu des prix

Tous les prix sont exprimés hors TVA.

Les prix sont unitaires et réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant les prestations prévues dans le présent marché.

7.3. Indemnisation

La diminution ou l'augmentation du montant contractuel du marché, quel qu'en soit le montant, ne donne droit à aucune indemnité pour le titulaire.

7.4. Variation dans les prix

Les prix sont révisables dans les conditions prévues à l'article 2-2 des Clauses générales d'achat des prestations de services sylvicoles et à leur annexe 2.

7.5. Modalités essentielles de paiement

7.5.1. Avance

Sauf renoncement du titulaire indiqué à l'acte d'engagement, une avance de 20% du montant du lot (calculé en utilisant les PU et les quantités minimales attendues) peut être accordée dans les conditions prévues à l'article 6.2 des Clauses Générales d'Achat de prestations de services forestiers.

7.5.2. Acomptes

Les acomptes ne sont pas prévus au présent marché.

7.5.3. Facturation

Les demandes de paiement seront envoyées de façon impersonnelle à l'ONF **de façon dématérialisée** dans les conditions précisées ci-après.

Les factures comportent les informations suivantes :

- le nom et l'adresse du titulaire ;
- le numéro du présent marché : 2025-8700-001
- les références du bon de commande afférent : (n° en 45xxx indiqué sur le bon de commande)
- le nom du service destinataire ;
- le SIRET de la DT de l'ONF : 662 043 116 01305
- le détail des prestations réalisées, objet de la facturation ;
- la ou les dates de réalisation des prestations
- les prix HT, TTC et la TVA;
- les modalités de règlement (référence du compte postal ou bancaire du titulaire) ;
- la date d'établissement de la facture ;

Les factures ne respectant pas ce formalisme seront rejetées par l'ONF. Le titulaire ne pourra émettre les factures qu'à partir d'un seul numéro de SIRET, identifié dans l'encart « C - Contractant » de l'acte d'engagement.

7.5.4. Transmission des factures

En application des dispositions de l'article L.2192-1 du Code de la commande publique, la transmission des factures s'effectue obligatoirement de manière électronique et sécurisée via le portail CHORUS Pro disponible à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Les informations nécessaires pour le portail Chorus Pro sont les suivantes :

- Numéro d'engagement juridique : Bon de commande signée par l'ONF sous format 4500XXXX
- Numéro d'identification : Le SIRET de la DT de l'ONF : 662043116 01305
- Numéro de service exécutant : Ce numéro n'existe pas pour l'ONF.

7.5.5. Délai global de paiement

Le paiement des sommes dues au titulaire du marché sera effectué par le comptable assignataire de l'ONF par virement sur le compte bancaire ou postal du titulaire qui fournira un relevé d'identité bancaire du compte sur lequel seront effectués les paiements.

Le délai global de paiement du présent marché est fixé à 40 jours maximum.

Ce délai court à compter de la date de réception de la facture.

Le délai global de paiement sera automatiquement suspendu :

- si le Titulaire adresse sa demande de paiement à une autre adresse que celle fixée à l'article "facturation" du présent marché,
- si la facture comporte des prix différents de ceux prévus au marché ou des erreurs ou incohérences ne permettant pas son règlement,
- si le contrôle de la prestation prévu dans le présent CCAP n'a pas donné lieu à une admission.

Dans ce cas, une notification sera faite au Titulaire précisant les motifs s'opposant au paiement et les justificatifs complémentaires à fournir.

Le délai global de paiement est alors suspendu jusqu'à la remise de la totalité des justifications réclamées.

Le dépassement du délai global de paiement ouvre, de plein droit, le versement d'intérêts moratoires.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

Le retard de paiement donne également lieu au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, d'un montant de 40 euros.

Lorsque les frais de recouvrement exposés sont supérieurs au montant ci-dessus, le Titulaire peut demander au représentant du pouvoir adjudicateur une indemnisation complémentaire, sur justification.

7.5.6. Nantissement ou cession de créance

Le Titulaire pourra céder ou nantir sa créance, en partie ou en totalité, dans le respect des dispositions prévues par les articles R.2191-46 à R.2191-63 du code de la commande publique.

8 PENALITES

Toute violation des clauses du présent marché pourra être sanctionnée dans le cadre des dispositions prévues aux articles 12 et 13 des Clauses Générales d'Achat de prestations de services sylvicoles en forêt domaniale.

8.1. Modalités de mise en œuvre

Quelle que soit la cause des pénalités, les réfections et toutes mesures modifiant les prix des soumissions seront retenues sur les factures.

Si elles n'étaient pas appliquées dans ces conditions, l'ONF pourrait les recouvrer par toutes voies de droit.

Les pénalités sont cumulables.

Si le titulaire se trouve dans l'impossibilité de respecter les délais contractuels, il lui incombe de signaler au représentant du pouvoir adjudicateur avant l'expiration de ces délais, les causes n'étant pas de son fait et qui font obstacle à l'exécution du marché.

- **Livraison non conforme au bon de commande mais acceptée**

Lors d'une livraison de plants ne correspondant pas à la commande, si la personne responsable de la réception les juge acceptables, il peut les réceptionner avec application d'une réfaction de prix proportionnelle à l'importance des imperfections constatées.

- **Livraison non conforme au bon de commande et refusée.**

Lors d'une constatation en pépinière ou lors d'une livraison de plants non conformes à la commande et refusés, l'ONF pourra exécuter la prestation aux frais et risques du titulaire en allant chercher tout ou partie des plants prévues par le marché, chez un autre fournisseur aux frais et risques du titulaire.

L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix du marché, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire, est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

- **Retard de livraison**

Une date de livraison a été programmée mais n'a pas été respectée. Des pénalités pour retard s'appliqueront. Elles sont calculées à compter du lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré.

Cette pénalité est calculée par application de la formule suivante :

$$P = V * R / 1\,000$$

dans laquelle :

- P = le montant de la pénalité ;
- V = la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant en prix de base, hors variations de prix et hors du champ d'application de la TVA, de la partie des prestations en retard, ou de l'ensemble des prestations si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable ;
- R = le nombre de jours de retard.

Le montant des pénalités de retard ne pourra pas excéder 10 % du montant total HT du bon de commande.

Le titulaire est exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1 000 € pour l'ensemble du marché.

8.2. Retard imputable à l'ONF

Lorsque le retard dans l'exécution est imputable à l'ONF, le délai d'exécution est automatiquement prolongé d'une durée égale à ce retard n'entraînant aucune pénalité pour le titulaire.

8.3. Pénalités pour perte de la ressource

Dans l'hypothèse où le **taux de fourniture de plants est inférieur à 80%** du nombre de plants attendus, et sauf cas de force majeure ou catastrophe naturelle contre laquelle le titulaire n'aurait pu se prémunir, l'ONF se réserve le droit d'appliquer une pénalité correspondant à l'addition des montants suivants, divisé par le nombre de plants non fournis :

- Coût de la fourniture des graines mises à disposition du titulaire ;
- Sommes déjà versées au titre des acomptes ;
- Coût des travaux de broyage de végétation ou des travaux de sol préparatoires à la plantation à refaire faute de disponibilité en plants.
- Surcoût lié à la réorganisation des chantiers
- Prise en charge des pénalités dues par l'ONF en cas d'utilisation d'entreprises sous-traitantes
- Surcoût éventuel en cas d'essences de remplacement

9 DROIT, LANGUE

Les dispositions qui ne sont pas expressément prévues par le présent CCAP seront réglées conformément aux prescriptions du code de la commande publique. Lorsqu'ils n'auront pu faire l'objet d'un règlement amiable entre les parties, les litiges survenus à l'occasion de l'exécution du présent marché seront de la compétence exclusive des juridictions administratives dans le ressort duquel le présent marché est exécuté. En cas de litige, le droit français est seul applicable.

Tous les documents constituant, accompagnant ou cités à l'appui de la candidature et de l'offre doivent être rédigés en français. Les documents rédigés en langue étrangère sont néanmoins acceptés s'ils sont accompagnés d'une traduction en langue française dont l'exactitude est certifiée par un traducteur expert auprès des tribunaux (tribunaux français ou tribunaux du pays du candidat) et dont le nom et l'adresse seront indiqués. Dans le cadre de l'exécution de ce marché, en tant que de besoin, le titulaire désignera un correspondant parlant français.

10 PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL

Le Titulaire doit se conformer strictement :

- aux lois, décrets, circulaires, et autres textes réglementaires se rapportant à l'emploi des travailleurs étrangers en situation irrégulière et aux règles d'emploi d'un salarié dans le secteur public,
- aux textes législatifs et réglementaires en vigueur en matière de sécurité sociale, législation du travail, législation fiscale.

10.1 Travailleurs étrangers

Les travailleurs étrangers doivent être munis du titre les autorisant à exercer une activité salariée en France lorsque la possession de ce titre est exigée en vertu soit de dispositions législatives ou réglementaires soit de traités ou accords internationaux.

10.2 Travail clandestin

Le Titulaire doit remettre au maître de l'ouvrage, tous les six mois durant l'exécution du marché, la pièce mentionnée aux articles D. 8254-2 à D.8254-5 du code du travail. Il s'agit de la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du code du travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail et justifiant de la régularité de la situation de son entreprise en vertu soit de dispositions législatives ou réglementaires soit de traités ou accords internationaux.

Le Titulaire du marché s'engage sur l'honneur à justifier de la régularité de la situation de son entreprise au regard des articles du code du travail relatifs au travail clandestin.

Les dispositions du présent article s'appliquent en cas de sous-traitance.

10.3 Travailleurs d'aptitudes physiques restreintes

La proportion maximale des travailleurs d'aptitudes restreintes et leur rémunération par rapport au nombre total des travailleurs de la même catégorie employés à l'exécution des prestations faisant l'objet du marché seront conformes à la réglementation en vigueur.

10.4 Pièces et attestations à fournir

Conformément aux dispositions de l'article R.2143-7 du code de la commande publique, des articles L8222-1 à L8222-3, R8222-1 du code du travail, le Titulaire est tenu de produire tous les six mois et ce, de la notification jusqu'à la fin de l'exécution de l'accord-cadre, l'ensemble des documents exigés au titre des articles D8222-5 ou D8222-7 et D8222-8 du Code du travail.

Les documents seront à enregistrer sur la plateforme ACTRADIS du prestataire en charge de la collecte des documents exigés au titre de la lutte contre le travail dissimulé, directement sur le site à l'adresse : www.actradis.fr

11 EVALUATION DES PRESTATAIRES

Afin d'améliorer les relations contractuelles de l'ONF avec les titulaires tout au long de l'accord-cadre les prestations seront évaluées selon des critères suivants :

- la disponibilité effective des plants contractualisés.
- le respect de la qualité loyale et marchande (état physiologique et sanitaire des plants, respect des normes dimensionnelles)
- le respect des modalités de livraison (respect des dates, horaires, délais de prévenance, modalités de stockage et de transport des plants)
- le respect du cahier des charges (provenance, âge, conditionnement, dimensions, qualité des documents d'accompagnement des plants)

L'évaluation sera communiquée au titulaire et le bilan de ces évaluations pourra être pris en compte dans les critères d'attribution des prochains marchés de l'ONF.